

**DEPARTEMENT DE L'AIN**

**COMMUNE DE MONTLUEL**

**N°2025-12-389**

Objet : Implantation de panneaux de pré-signalisation pour covoiturage

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE**

La Maire de la Commune de Montluel,

**VU** la demande en date du 22 décembre 2025 par laquelle l'entreprise ECOV, demeurant 3 rue Maya Angelou 44200 NANTES et représentée par Monsieur Emilien TRACOL, demande l'autorisation pour l'implantation de panneaux lumineux de pré-signalisation pour covoiturage pour le compte de SYTRAL Mobilités, au droit de la propriété, sise **Avenue des Platanes et Avenue de la Gare**, sur la commune de MONTLUEL,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L1111-1 à L1111-6 ;

**VU** le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment les articles L2122-1 à L2122-4 et L3111.1;

**VU** le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants ;

**VU** le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L115-1, L141-10, L141-11 et L141-12 ;

**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

**ARRETE**

ARTICLE 1 : Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :

**Travaux d'implantation de panneaux lumineux de pré-signalisation pour le covoiturage**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions suivantes :

ARTICLE 2 :

**Les dépendances publiques (chaussée et trottoir) devront être rétablies dans leur état initial.**

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

**Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux cause le moins de gêne possible aux usagers et autres occupants du domaine public routier. Il doit s'attacher à assurer la liberté de la circulation et la protection des piétons.**

**Les travaux seront signalés conformément à la réglementation en vigueur de jour comme de nuit dans les conditions prévues**

**Par les nouvelles dispositions du livre 1 de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par arrêté du 6 novembre 1992, et le permissionnaire sera responsable de tout accident pouvant survenir de leur fait.**

.../...

ARTICLE 4 : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.  
Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité représentée par le signataire que vis à vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

ARTICLE 6 : La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité. Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale **du 05/01 au 06/02/2026.**

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur dans la commune de Montluel

ARTICLE 8 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lyon – 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Je certifie que le présent acte a été publié ou notifié selon les règlements en vigueur.

Fait à Montluel, le 29 décembre 2025.

La Maire,

Anne FABIANO CONTIGLIANI

